

SPÉCIAL CONGRÈS



Le Congrès debout acclame Edouard DEPREUX

Les campagnes d'action

Concernant les actions du Parti dans les temps à venir, quatre remarques générales ont été faites :

1° La nécessité de choisir : seules quelques campagnes d'action sont possibles si on les veut bien préparées et efficaces ; elles doivent concerner des problèmes particulièrement significatifs de l'évolution socio-économique ;

2° Le rôle des élus: les actions doivent donner lieu à des projets ou contre-projets précis, soutenus par les élus du Parti, notamment au Parlement ;

3° Coordination et information permanentes : les fédérations doivent disposer des moyens nécessaires pour agir ; elles doivent être tenues étroitement informées du développement des campagnes d'action pour orienter les initiatives des sections ;

4° Le besoin d'études plus approfondies :
— dans les secteurs d'action prioritaire, des études précises sont nécessaires pour orienter l'action sur les vrais problèmes; ce sera la tâche des grandes commissions nationales ;
— d'une façon générale, il convient de développer la réflexion idéologique dans le Parti en liant étroitement cette

réflexion « doctrinale » avec la formation des militants et la diffusion de nos idées à l'extérieur du Parti.

Sur ce point, une résolution a été adoptée par la commission.

Résolution n°1

Les secteurs d'action proposés par le texte 2 ont été reconnus comme prioritaires. Toutefois l'action du Parti devrait également se développer dans d'autres domaines importants :

- les problèmes agricoles ;
- les problèmes de la santé ;
- les problèmes de l'insertion sociale des femmes.

Proposition d'adjonction au texte 2 créant une commission nationale des problèmes féminins.

A été reconnue également la nécessité de défi-

ner dans une stratégie visant à obtenir des avantages pour l'ensemble des travailleurs ;

- étude du travail à mi-temps, de ses possibilités et de ses limites dans l'évolution économique et les rapports de force actuels ;
- étude des possibilités de réduction générale du temps de travail, dans le cadre des structures actuelles, dans le cadre du contre-plan.

Fonction sociale de reproduction :

- chaque mode de production a sa loi de reproduction propre ; analyse théorique des rapports de production et de reproduction de l'espèce ;
- étude des conditions dans lesquelles sera rapportée la loi de 1920 ;
- étude de la nécessité éventuelle d'allon-



Jean-Marie VINCENT
Bureau National



Jean-François PERTUS
Bureau National

nir la position du Parti et de développer son action dans le domaine des « affaires sociales » (enfance inadaptée notamment) où peuvent être contestés à la fois la politique du pouvoir et le mode de vie dans une société capitaliste.

*Contribution aux travaux
de la Commission
des problèmes féminins*

La commission Action propose la création d'une commission des problèmes féminins composée de trente membres et chargée d'étudier dans l'immédiat les points suivants :

Travail :

- utilisation dans les entreprises de la main-d'œuvre féminine comme moyen de pression sur l'ensemble des salaires ;
- utilisation de revendications catégorielles pour les femmes par les syndicats,

ger les congés de pré-maternité et utilisation de ces congés pour des périodes de formation et de recyclage.

Soins et éducation à donner aux enfants :

- analyse des différentes structures familiales en liaison avec le mode de production (monde agricole, kibboutz, famille urbaine en société capitaliste, en société socialiste) ;
- rôle du père et de la mère dans les soins et l'éducation à donner aux enfants ;
- rôle de la collectivité ;
- étude du comportement des enfants mis dans des crèches et des garderies.

Consommation par la publicité :

- utilisation des femmes comme incitation à la consommation des ménages et des individus.

Régionalisation :

- condition des femmes dans l'agriculture ; rôle moteur des femmes dans la transformation qui s'accélère actuellement dans les milieux paysans ;
- situation des femmes en milieux urbains, dans les grands ensembles. Incitation des femmes à la prise de responsabilités à l'échelon municipal ;
- étude de la situation des femmes dans les pays européens (éventuellement dans le monde).

La commission devra décentraliser la réflexion, coordonner les groupes qui travaillent déjà sur les problèmes suscités dans les fédérations de province et à Paris, assurer la liaison avec les autres commissions, travailler avec tous les spécialistes qui sont sympathisants du P.S.U.

La commission devra examiner comment populariser ses conclusions, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, et dans les organismes qui s'occupent de la condition féminine.

En même temps qu'il met en place les campagnes d'action, le V^e Congrès considère qu'il est nécessaire d'approfondir l'effort de réflexion idéologique qui permettra de donner sa véritable dimension au programme à court terme du Parti et à la stratégie du Front Socialiste, en étudiant les conditions dans lesquelles le socialisme pourra l'emporter pour la première fois dans des pays économiquement avancés comme ceux d'Europe.

Le congrès juge indispensable de reprendre la réflexion théorique à la fois sur les problèmes particuliers (enseignement, emploi, jeunesse, urbanisme, etc.) et sur la doctrine fondamentale du socialisme dans les pays économiquement avancés.

Le congrès demande au bureau et au C.P.N. d'étudier les possibilités de lancement d'une revue théorique et d'engager la discussion fondamentale avec les organisations socialistes révolutionnaires, au moins à l'échelle de l'Europe.

Problèmes de la jeunesse

Un approfondissement de ces problèmes paraît nécessaire avant toute campagne d'action de dimension nationale. Le Parti se trouve devant trois exigences :

- dégager des idées-force dans ce domaine ;
- développer son action parmi les jeunes ;
- intervenir sur les problèmes posés par la « politique de la jeunesse ».

Pour y faire face, quatre conditions sont nécessaires :

1° Disposer d'un matériel de réflexion (études, articles, informations) susceptible d'être utilisé par des commissions fédérales ou mieux régionales sur ces problèmes ;

2° Donner aux jeunes des moyens d'agir : les jeunes ne doivent pas être de simples consommateurs mais des producteurs d'action. Le parti doit refuser tous les tabous politiques pour permettre aux jeunes de prendre position librement. Il convient en ce sens de ne pas faire des jeunes un problème politique à part. En tout état de cause, la formation de groupes J.S.U. ne saurait constituer la seule hypothèse de travail. Des expériences de clubs ou d'associations extérieures au Parti, animées par quelques militants, ont été également citées ;

3° Développer les institutions qui intéressent les jeunes et agir sur elles : maisons de jeunes, foyers de jeunes travailleurs, organisations de loisirs, centres culturels, etc. Les expériences évoquées montrent que le Parti doit aider les militants à découvrir les secteurs les plus utiles et la nature de leurs initiatives ;

4° Intervenir rapidement sur des problèmes précis dans des situations précises (emploi des jeunes ruraux, politique gouvernementale sur les institutions de loisirs...). L'idée d'une campagne d'action pour le droit de vote à 18 ans a été soumise à la commission. Les réactions des jeunes eux-mêmes montrent qu'une telle campagne doit être préparée avec soin pour être sérieusement envisagée.

Problèmes de l'enseignement

A la différence des problèmes de la jeunesse, une action très importante peut être rapidement développée par le Parti dans ce domaine. Une condition est cependant nécessaire : ces problèmes doivent devenir l'affaire de tout le Parti, et non de quelques spécialistes. Les moyens de travail fédéraux, régionaux, nationaux doivent répondre à cette condition.

Trois démarches doivent être menées parallèlement :

1° Une réflexion d'ensemble. — Définie comme milieu culturel, l'école doit former des hommes capables de vivre le socialisme. La réforme de l'enseignement devrait s'inspirer de trois principes qui dirigeront nos actions :

- l'éducation permanente : les problèmes d'éducation se posent à l'échelle de toute la société et de toute la vie d'un homme. L'école doit donc permettre de préparer chacun aux exigences d'une éducation permanente et non constituer un système clos ;
- la formation professionnelle (rapport

université-économie) : l'enseignement dans son ensemble doit correspondre aux besoins réels d'emploi et de qualification. Ainsi, les contestations du système scolaire et du système économique doivent aller de pair ;

— la révolution pédagogique : le rapport scolaire (maîtres-élèves) doit chaque jour correspondre aux besoins culturels d'une société développée. Ce changement entraîne toute une série de modifications essentielles dans les conceptions de la culture, de l'organisation du travail scolaire et étudiant, etc. Pour préparer cette révolution pédagogique, le rôle des enseignants est capital : ils doivent y être entraînés et préparés dès maintenant.

2° *Une intervention sur les problèmes fondamentaux.* — Les réformes gaullistes ont fait apparaître des conflits fondamentaux qu'il nous faut révéler et utiliser pour une alternative socialiste dans ce domaine. Il s'agit plus particulièrement des problèmes qui concernent :

- la formation professionnelle;
- la formation des maîtres;
- la recherche et l'enseignement supérieur;
- la conception de l'enseignement obligatoire;
- la démocratisation de l'enseignement aux différents niveaux.

3° *Une intervention sur les réalités immédiates* — Le Parti ne doit pas attendre pour intervenir au moment voulu sur les situations réelles de l'enseignement.

Dans cet esprit et pour préparer les cam-

pagnes d'action du Parti, la commission a adopté la résolution suivante :

Campagne d'action sur les problèmes de l'enseignement

Le V^e Congrès national du P.S.U. :

— mandate le B.N. pour mettre immédiatement le Parti au travail sur les problèmes de l'enseignement ;

● Le Bureau national fera en septembre une déclaration sur les conditions catastrophiques de la rentrée 1967;

● La Commission Nationale :

- devra donner à tous les échelons du Parti des éléments d'information pour permettre des actions efficaces dès la rentrée : par exemple en ce qui concerne l'application de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans ;
- et préparera des Assises nationales consacrées aux problèmes de l'enseignement.

Dans chaque Fédération, une commission Enseignement devra être créée partout où elle n'existe pas ;

Des colloques régionaux devront se tenir pour préparer les Assises nationales ;

Pour contester dès à présent les applications de la réforme Fouchet, les militants du Parti doivent participer — dans le cadre de toutes les organisations laïques, et notamment dans les Conseils de Parents et les Associations laïques de Parents d'Elèves — à toutes les luttes menées pour défendre l'école publique. □